

RAPPORT FINAL PROJET JEUNESSE AFRICIANE UCB 2020

Murhula Batumike Paterne;

Balemba Kanyurhi Eddy; Buchekuderhwa Bashige Celestin; Buchekuderhwa
Bashige Celestin; Namegabe Rugarabura Paul Robain; Chubaka Mushagalusa
Jonathan;

© 2020, MURHULA BATUMIKE PATERNE



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 108474-001-Resilience strategies to counter youth violence in Africa

Projet

« Jeunesse africaine et dynamiques de résilience à la violence, à l'exclusion et l'injustice »



Rapport final de la recherche menée sur les stratégies de résilience développées par les jeunes pour contrer le basculement dans la violence, l'injustice et l'exclusion au Nord et au Sud-Kivu

République Démocratique du Congo



« La faculté qu'a l'homme de se creuser un trou, de sécréter une coquille, de dresser autour de soi une fragile barrière de défense, même dans des circonstances apparemment désespérées, est un phénomène stupéfiant qui demanderait à être étudié de près. Il s'agit là d'un précieux travail d'adaptation, en partie passif et inconscient, en partie actif. »

PRIMO LEVI, *Si c'est un homme*. Cité par Michel Manciaux, *La résilience. Un regard qui fait vivre*.

Plan

- I. Résumé exécutif
- II. Auteurs
- III. Introduction
- IV. Questions de recherche
- V. Précision terminologique
- VI. Cadrage méthodologique
- VII. Activités réalisées
- VIII. Résultats de l'étude
- IX. Dissémination de résultats
- X. Constatations utiles et leçons pertinentes apprises
- XI. Quelques recommandations
- XII. Conclusion

I. Résumé exécutif

Depuis l'accession de la République Démocratique du Congo à l'indépendance (RDC), le 30 juin 1960, et même à la veille de l'indépendance, la jeunesse congolaise est particulièrement mobilisée pour des actions de revendications sociopolitiques ou de légitimation de l'élite politique.

Cette mobilisation de la jeunesse s'opère dans un contexte d'absence de politiques publiques efficaces et cohérentes en faveur des jeunes. Elle intervient également dans un vide juridique qui brise inexorablement la ligne de démarcation entre, d'une part, la mobilisation et l'engagement citoyens légitimes des jeunes et, d'autre part, la manipulation des ceux-ci.

Parallèlement ou inversement, les jeunes congolais ont progressivement appris à tirer les leçons de la trajectoire politique suivie par la RDC depuis son indépendance en 1960 et du conditionnement négatif opéré par cette trajectoire sur la situation sociale, économique, professionnelle et même politique.

Cette prise de conscience se manifeste par la tendance à inventer des stratégies positives et nouvelles de résilience à la manipulation, à la violence, à l'injustice, à l'exclusion et à la précarité dans laquelle la classe politique dirigeante les a plongé depuis l'accession à l'indépendance.

Le présent rapport est un condensé des stratégies positives de résilience développées par les jeunes congolais, telles que documentées objectivement dans les Provinces du Nord et du Sud-Kivu. Ce Rapport documente également les défis et obstacles qui se dressent sur la trajectoire suivie par les jeunes congolais pour prévenir le basculement dans la violence, l'injustice ou l'exclusion, ou inversement pour en ressortir, grâce à des initiatives positives et non violentes.

Les leçons et enseignements pertinents charriés par le présent Rapport demeurent largement extrapolables sur l'ensemble de la République Démocratique du Congo.

II. Auteurs

1. **Murhula Batumike Paterne**, Docteur en Droit, Prof de droit public à l'Université Catholique de Bukavu, Directeur du CEGEC, Responsable du volet RDC du projet Jeunesse africaine et dynamiques de résilience à la violence, à l'injustice, et à l'exclusion.

Contacts : murhula.batumike@ucbukavu.ac.cd ;
cegec@ucbukavu.ac.cd

2. **Balemba Kanyurhi Eddy**, Docteur en sciences économiques, Professeur à la faculté des Sciences Economiques et de Gestion, chargé de la recherche au Laboratoire d'Economie Appliquée au Développement (LEAD) de l'Université Catholique de Bukavu (UBC).

Contact : balemba.kanyurhi@ucbukavu.ac.cd

1. **Buchekuderhwa Bashige Celestin**, est professeur à la faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Directeur du Laboratoire d'Economie Appliquée au Développement (LEAD) de l'Université Catholique de Bukavu. Il détient un doctorat en Sciences Economiques de l'Université Catholique de Bukavu. Ses thèmes de recherche embrassent l'économie rurale, la sécurité alimentaire, l'entrepreneuriat, la microéconomie du développement, l'accès aux services publics, l'intégration régionale et le commerce transfrontalier. Il est consultant dans plusieurs institutions et organismes internationaux comme la Banque Mondiale, le PNUD, l'EDF-RD, etc.

Contact : buchekuderhwa.bashige@ucbukavu.ac.cd

3. **Namegabe Rugarabura Paul Robain**, Docteur en théorie politique, Professeur de Droit public à l'Université Catholique de Bukavu, Coordonnateur des Unités de recherche au sein de Centre d'Etude et de Formation sur la Gestion et la Prévention des Conflits dans la Région des Grands Lacs (CEGEC) de l'Université Catholique de Bukavu.

Contact : namegabe.rugarabura@ucbukavu.ac.cd

4. **Chubaka Mushagalusa Jonathan**, Licencié en Sciences de Gestion de l'Université Catholique de Bukavu, Assistant à l'Université Catholique de Bukavu et à l'Institut Supérieur des Techniques Médicales, Coordonnateur du Centre d'études et d'actions sociales et chercheur au LEAD et CEGEC. Gestionnaire des données du du projet Jeunesse

africaine et dynamiques de résilience à la violence, à l'injustice, et à l'exclusion.

Contacts : nathanchubaka@gmail.com ; chubaka.mushagalusa@ucbukavu.ac.cd.

5. **Labii Heureuse**, Licenciée en sciences économiques de l'Université Catholique de Bukavu, Chercheuse au LEAD et au CEGEC

6. **Ombeni Julienne**, Licenciée en sciences économiques de l'Université Catholique de Bukavu, Chercheuse au LEAD et au CEGEC.

Contacts : mirindiombeni@gmail.com

7. **Via Balola Christian**, Licencié en Droit de l'Université Catholique de Bukavu, candidat au programme de Diplômes d'Etudes Spécialisées en Droits de l'Homme et Droit International Humanitaire de la même Université et chercheur associé au Centre d'Etudes et de formation sur la Gestion et la prévention des Conflits, CEGEC.

Contact : via.balole@ucbukavu.ac.cd.

8. **Rugendabanga Jean Samuel**, Licencié en Droit Public de l'Université Catholique de Bukavu et chercheur associé au CEGEC.

Contact : Jean.bagendabanga@ucbukavu.ac.cd.

III. Introduction

La population congolaise est constituée à 65% de jeunes. Malgré ce poids démographique couplé au potentiel que représente la jeunesse congolaise, celle-ci demeure exclue ou faiblement représentée dans le tissu sociopolitique du pays du fait de l'absence et/ou de l'insuffisance des politiques publiques et ce, dans un contexte de persistance de conflits violents qui affectent une jeunesse particulièrement précarisée et vulnérable et courant le risque de basculement dans la violence.

C'est en considération de ce qui précède que l'Université Catholique de Bukavu (UCB), l'IGD, et le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) ont mis en œuvre un projet dénommé « Jeunesse africaine et dynamiques de résilience à la violence, à l'exclusion et à l'injustice », grâce à l'appui financier du Centre de Recherches pour le Développement International, CRDI Canada.

L'objectif général de ce projet est de produire des connaissances objectives sur les stratégies de résilience des jeunes face à la violence sociopolitique qui seront utilisées par les acteurs et les structures publiques nationales et locales, en charge de la problématique de la jeunesse dans le but de développer des politiques publiques, des programmes et stratégies efficaces de lutte et de prévention des violences sociopolitiques associées à la jeunesse.

De manière spécifique, le projet vise à identifier les mécanismes contribuant à un changement positif de la trajectoire sociale des jeunes en termes de résilience à la violence, aux discriminations et à l'exclusion sociopolitique, à recenser et analyser les exemples (spécifiques et communs) de transformation positive, ainsi que les bonnes pratiques développées par les jeunes en vue de leur mise à l'échelle pour limiter et prévenir l'engagement des jeunes femmes et hommes dans les activités de violences sociopolitiques, et à suggérer des recommandations opérationnelles pour une meilleure prise en compte des aspirations des jeunes hommes et femmes dans les politiques publiques, particulièrement celles ciblant la jeunesse.

Le champ de recherche en RDC s'est concentré à l'Est du pays dans les provinces du Sud Kivu et Nord-Kivu, plus précisément dans les villes de Bukavu et Goma et leurs périphéries rurales.

IV. Questions de recherche

Question principale de recherche

Par quels mécanismes les jeunes (femmes et hommes) s'adaptent-ils pour résister à la tentation de la violence et aussi surmonter les situations d'exclusion auxquelles ils sont confrontés ?

Questions subsidiaires

- Quelles sont les stratégies de résilience mises en œuvre par les jeunes hommes et les jeunes femmes face à la violence et à l'exclusion ?
- Comment l'environnement sociopolitique impacte-t-il les stratégies de résilience développées par les jeunes gens/jeunes femmes face à la violence et à l'exclusion ?
- Dans quelles conditions la technologie peut-elle être utilisée pour élaborer des solutions innovantes contre la violence, l'injustice et l'exclusion auxquelles sont confrontés les jeunes gens/jeunes femmes ?
- Quelles sont les alliances et partenariats mobilisés dans leurs stratégies de résilience face à la violence, l'exclusion et l'injustice ?

V. Précision terminologique

Cette section fournit un cadrage terminologique des concepts clés utilisés dans la recherche : résilience, violence, injustice, exclusion.

1. Résilience

Le concept résilience est un concept largement polysémique. L'intérêt scientifique qu'il mobilise aujourd'hui, couplé de son envahissement continu dans diverses disciplines scientifiques, plaide pour l'affirmation de son caractère multidisciplinaire.

Un concept polysémique

Fondamentalement, la résilience fait référence à une adaptation positive, ou à la capacité de se maintenir ou de retrouver une santé mentale, malgré l'adversité¹. Il s'agit d'une caractéristique « multidimensionnelle qui varie selon le contexte, l'heure, l'âge, le sexe et origine culturelle, ainsi qu'au sein d'un sujet pris individuellement à différentes circonstances de la vie »². Elle traduit donc « la capacité d'une personne ou d'un groupe à se développer bien, à continuer à se projeter dans l'avenir, en présence d'événements déstabilisants, de conditions de vie difficiles, de traumatismes parfois sévères. Cette formulation a le mérite de mettre en lumière la double caractéristique de la résilience, qui en fait l'originalité : c'est à la fois la résistance à la destruction et la construction d'une existence valant d'être vécue »³.

L'analyse croisée des définitions fournies ci-haut permet de soutenir que le concept « résilience » a un caractère polysémique, voire multidimensionnel. Une telle caractéristique peut être cristallisée autour de la bipolarité « résilience primaire-résilience secondaire », d'une part, et « résilience individuelle-résilience communautaire », d'autre part. Dans les faits, c'est-à-dire au niveau des résultats, le croisement opéré entre ces deux axes de la bipolarité énoncée ci-haut a sous-tendu la thèse du caractère polymorphe des stratégies de résilience développées par les jeunes congolais afin de faire face à la violence, à l'injustice et à l'exclusion auxquelles ils sont sollicités dans leurs milieux de vie (*infra*, résultats). La résilience désigne également la capacité d'une personne ou d'un groupe à bien se développer, à continuer à se projeter dans l'avenir en présence d'événements déstabilisants, de conditions de vie difficiles, ou de traumatismes parfois sévères⁴. La résilience s'entend comme un processus dynamique impliquant l'adaptation positive dans le

¹ Helen Heerman, et al, « What Is Resilience ? », in *The Canadian Journal of Psychiatry*, Vol.56, No5, May 2011, pp. 258-265.

² Helen Heerman, et al, « What Is Resilience ? », in *The Canadian Journal of Psychiatry*, Vol.56, No5, May 2011, pp. 258-265.

³ M. Monciaux, « La résilience. Un regard qui fait vivre », in *Etude* 2001/10 (Tome 395), pp. 321 à 330.

⁴ M. MANCIAUX, « La résilience. Un regard qui fait vivre. », in *Etudes*, 2001/10, Tome 395, pp.321-330.

cadre d'une adversité significative⁵. La résilience est l'étude des conditions de reprise d'un développement après un traumatisme⁶. Le concept de résilience renvoie à quatre notions essentielles : un développement normal dans des conditions difficiles ; un processus par lequel un individu interagit avec son environnement pour produire une évolution donnée (résilience écologique); une capacité de réussir une insertion dans la société en dépit de l'adversité qui comporte le risque d'une issue négative ; une adaptation exceptionnelle malgré une exposition à des stressors significatifs⁷.

Certains auteurs ont entrepris des études sur les facteurs de la résilience. Ainsi, Norman Garzmeijer indique que la résilience repose sur des facteurs de protection issus des trois domaines individuels, familiaux et sociaux. Les facteurs individuels concernent impliquent le tempérament, la réflexion et les aptitudes cognitives. Les facteurs familiaux concernent la chaleur humaine, la cohésion familiale ou l'attention des parents. Quant aux facteurs sociaux, ils sont liés aux rapports professionnels bienveillants⁸.

En définitive, la triangulation de ces différentes acceptions du concept « résilience » permet de cristalliser ce concept autour des *concepts dérivés* suivants :

- **Résilience primaire, proactive ou préventive**, c'est-à-dire la capacité d'évitement ou d'anticipation positive d'un basculement dans la violence ;
- **Résilience secondaire, résilience curative, résilience écologique, résilience réactive** : c'est-à-dire l'ensemble d'efforts positifs fournis pour sortir de la violence, pour

⁵ M. ANAUT, « Le concept de résilience et ses applications cliniques », in *Recherche en Soins infirmiers*, 2005/3, no 82, pp.4-11.

⁶ B. CYRULNIK, « La résilience : un processus multicausal, in *Revue Française des affaires sociales*, 2013/1-2, pp. 15-19.

⁷ *Idem*, p.6.

⁸ M. ANAUT, « La résilience : évolution des conceptions théoriques et des applications cliniques », in *Recherche en Soins infirmiers*, 2015/2, no 121, pp. 28-39

transformer les défis imposés par l'environnement sociopolitique en opportunités et succès ;

- **Résilience individuelle**, lorsque les efforts d'anticipation au basculement et réadaptation après le basculement dans la violence sont incarnés par un individu pris de façon singulière ;
- **Résilience collective ou communautaire**, lorsque des tels efforts procèdent des efforts conjugués d'un groupe social ou d'une communauté.

Les résultats obtenus à l'issue de la présente recherche sont écartelés autour de ces différents concepts dérivés de la résilience (*infra*). Par ailleurs, la diversité d'approches usitées par les chercheurs pour appréhender, du point de vue terminologique et factuel, l'étendue et la portée du concept « résilience » consolident son caractère multidisciplinaire.

Un concept multidisciplinaire

Le caractère pluridisciplinaire du concept "résilience" est une conséquence directe de sa polysémie. A ce sujet, "le foisonnement de sens de la résilience s'explique par les multiples transferts transdisciplinaires, de la physique à la psychologie en passant par l'écologie, mais aussi par son investissement par des gestionnaires d'horizon très varies"⁹. Dans le cadre de la présente étude, la multi ou pluridisciplinarité du concept a été mieux cernée et consolidée grâce au profil des équipes de recherche mises en place pour mener l'étude en RDC. Il s'agit principalement des chercheurs puisés dans les facultés de droit, d'économie, des sciences sociales et mêmes des sciences politiques. Cela a abouti à une meilleure documentation et analyse des stratégies de résilience développées par les jeunes congolais, lesquelles stratégies se sont avérées à leur tour largement polymorphes (*infra*).

2. La violence socio-politique

⁹ S. Rufat, *Existe-t-il une « mauvaise » résilience ?* 2020.hal-00693161.

La violence désigne « toute douleur ressentie comme infligée »¹⁰. Cette définition généraliste de la violence a l'avantage de mettre l'accent sur le caractère subi, involontaire de la douleur constitutive de violence. Elle pose également le préalable d'une douleur découlant des tiers « sans lesquels les douleurs infligées n'auraient pas de sens. Ces tiers participent au sens propre à l'action »¹¹. La présente étude met l'accent sur « le tiers », en tant que toute personne detentricice d'une parcelle de pouvoir politique au sein de la société, ainsi que les personnes agissant en leur nom, ordre ou sous leur contrôle.

Fort de ce qui précède, la violence socio-politique renvoie aux phénomènes des troubles, d'acharnement ou encore de brutalité, d'atteintes physiques dont le but est de modifier le comportement des protagonistes dans un différend ou une situation de crise portant sur des questions sociales ou politiques¹².

La violence socio-politique peut émaner de l'Etat lorsque les institutions publiques se servent des moyens et de l'appareil de l'Etat pour brimer ou amener des contestataires à abonder dans le sens de l'opinion institutionnelle. Elle est également citoyenne lorsqu'autour des questions sociales et politiques, les citoyens recourent à la brutalité pour porter leurs revendications¹³.

Enfin, le tiers désigne également des personnalités détenant une influence sociale, familiale ou coutumière susceptible d'être mobilisée en vue d'infliger une douleur physique ou psychologique à des personnes assujeties à une telle influence, en l'occurrence les jeunes.

3. L'exclusion

¹⁰ F. HÉRITIER, *De la violence II*, Odile Jacob, 2005, p.9.

¹¹ F. HÉRITIER, *Op. cit.*, p.9.

¹² P. BRAUD, « La violence politique : repères et problèmes », in *Cultures et conflits*, 9-10, 1993, pp.59-61.

¹³P. BOURDIEU, *La Distinction*, Paris, Ed. de Minuit, 1979, p.239.

L'exclusion sociale est une notion qui renvoie à la marginalisation ou à la mise à l'écart d'un groupe d'individus sur base des considérations subjectives et identitaires liées au sexe, à l'origine sociale, à la religion¹⁴. L'exclusion sociale couvre aussi bien la dimension politique par l'exclusion de l'accès aux pouvoirs et aux emplois publics, que celle économique par la mise à l'écart dans le processus de distribution des ressources entraînant la pauvreté¹⁵.

4. Injustice

L'exclusion est entendue comme la situation résultant de l'absence, de l'affaiblissement ou de la perte des ressources économiques, culturelles ou sociales empêchant des individus ou des groupes de participer pleinement à la production de la société dans laquelle ils vivent¹⁶.

L'exclusion peut être appréhendée sur le plan individuel ou sur le plan collectif. Sur le plan individuel, l'exclusion résulte de la combinaison des facteurs de fragilisation donnant lieu à la rupture du lien social. Elle résulte alors de la défaillance des structures sociales ou des modalités de leur fonctionnement. Il en est ainsi du marché de l'emploi ou de l'accès aux fonctions publiques¹⁷. L'exclusion peut également être appréhendée sur le plan collectif. Dans ce cas, elle est appréhendée comme un processus collectif qui touche des groupes marqués par le cumul des obstacles à leur intégration¹⁸.

VI. Cadrage méthodologique

Une méthode mixte

¹⁴ J-C ABRIC, « De l'importance des représentations sociales dans les problèmes de l'exclusion sociale », in *ERES*, 2003, pp.11-19.

¹⁵ J. FREYSSINET, « Inégalités, pauvreté, exclusion sociale : l'impact de la crise et des réformes », in *Chronique Internationale de l'IREs*, 2018/I, no 161, pp.4-24.

¹⁶ A BRUNO et C. ELLEBORDE (dir), *Dictionnaire d'Economie et des Sciences Sociales*, Paris, Ellipses, 2^{ème} Edition, pp. 86 et s.

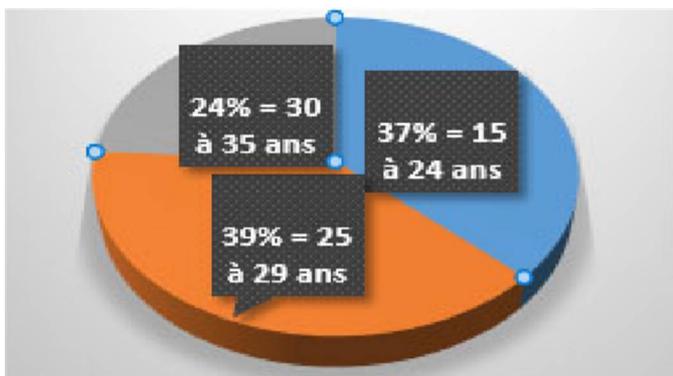
¹⁷ *Ibidem*.

¹⁸ J-F DORTIER, *Le Dictionnaire des sciences sociales*, Paris, Editions Sciences Humaines, 2013, p.59.

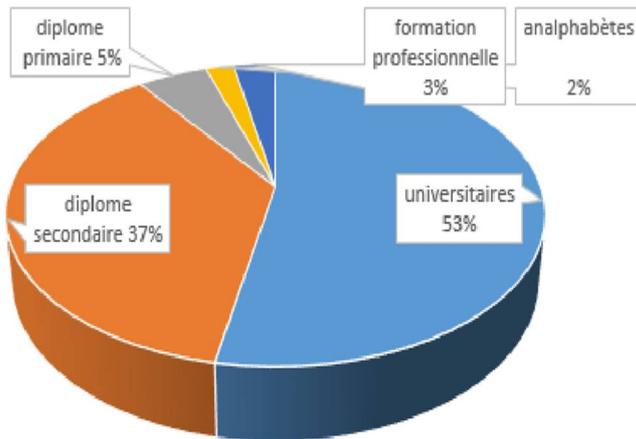
La présente étude a combiné les méthodes qualitatives et les méthodes quantitatives et a couvert quatre zones constituées de deux zones urbaines et deux zones périurbaines. Ville de Bukavu : trois communes (Ibanda, Kadutu et Bagira), Cité d'Uvira : Uvira centre, Mulongwe et Kalundu, Ville de Goma : communes de Goma et de Karissimbi, Territoire de Rutshuru : Kiwanja et Rutshuru centre.

Le public cible a été constitué d'hommes et de femmes, âgés de 18 à 35 ans et résidant dans les zones sus référées. Les enquêtes ont ciblées également des autorités et autres acteurs publics et privés qui sont les partenaires des jeunes.

Pour l'enquête qualitative, 24 focus group sur 4 sites et 96 entretiens individuels sur 4 sites ont été réalisés. Pour les enquêtes quantitatives, 838 jeunes ont été enquêtés. La répartition par âge de l'échantillon est composée de la manière suivante : 37 % âgés de 15 à 24 ans, 39 % de 25 à 29 ans et 24 % de 30 à 35 ans.



Les informations relatives au niveau d'étude montrent que 53 % d'entre eux ont atteint un niveau d'études universitaires, 37 % ont obtenu un diplôme secondaire, 5 % ont un niveau d'études primaires, 2 % sont analphabètes et 3 % ont juste suivi une formation professionnelle.



Lors du déroulement des enquêtes, le critère sexo-spécifique était pris en compte, aussi bien dans la constitution des équipes d'enquêtes que dans le chef des personnes enquêtées. Le traitement des données a été obtenu en recourant à l'analyse de contenu. Après avoir été fidèlement transmis par chaque enquêteur, les propos recueillis ont ensuite été coulés dans des matrices sous Excel. Les matrices ainsi reconstituées ont été envoyées à deux codeurs qui ont repéré les fréquences d'apparition de différents thèmes ainsi discutés. Le traitement des données quantitatives a été rendu possible en faisant recours aux analyses descriptives, factorielles exploratoire et confirmatoire ainsi qu'à l'analyse typologique (*cluster analysis*).

Une méthode qui prend en compte la dimension genre

L'équipe a été sensible à la dimension genre dans les différentes de mise en œuvre du projet, en particulier dans la phase de la recherche et de la dissémination des résultats, tel que cela ressort des tableaux ci-dessous.

A. Constitution de l'équipe initiale du projet et de l'atelier de lancement

Membre de/du/d'	H	F	Total	Indice de Parité
Comité scientifique	4	0	4	0,00
Suivi-évaluation	1	1	2	1,00
Jeunesse impliquée dans la production scientifique	4	2	6	0,50
Participants à l'atelier de lancement du projet	59	11	70	0,19
Total	68	14	82	0,21

B. Collecte des données qualitatives et quantitatives

Catégorie	H	F	Total	Indice de Parité
Enquêteurs phase qualitative	4	4	8	1,00
Enquêtés phase qualitative	116	64	180	0,55
Enquêteurs phase quantitative	8	8	16	1,00
Enquêtés phase quantitative	427	411	838	0,96
Total	555	487	1042	0,88

Une méthode sensible aux conflits

Toutes les activités ont été réalisées avec une attention particulière et minutieuse sur la nécessité d'éviter d'attiser les conflits. Pour ce faire, en plus du libre consentement et de l'information préalable des enquêtés, de la confidentialité des informations recueillies auprès des enquêtés (*infra*), les équipes d'enquête ont prêté également attention à l'organisation des focus groupes homogènes, en séparant les hommes des femmes et en regroupant les participants par leur appartenance ethnique. De même, les équipes de recherche ont veillé à obtenir préalablement des autorisations administratives de mener des recherches auprès des autorités politico-administratives et militaires compétentes. Pour ce faire, les équipes expliquaient au préalable les objectifs et méthodes utilisés par la recherche afin d'obtenir d'eux une autorisation éclairée et une sécurisation beaucoup plus complète.

Une méthode qui prend en compte des risques sécuritaires

Les travaux devront être réalisés avec une attention particulière sur les risques sécuritaires, encore qu'il s'agit d'une zone en conflit. Pour ce faire, nous veillerons non seulement à informer les autorités administratives et militaires de notre présence dans le milieu et des raisons pour ce faire. Les équipes de recherche prenaient également les soins de se déployer sur terrain en petits groupes et d'interagir constamment grâce à un groupe Whatsapp créé aux fins de l'enquête de terrain. Grâce à cet outil de la nouvelle technologie les risques étaient identifiés rapidement et les solutions de mitigation suivaient sans tarder.

Une méthode sensible aux protocoles éthiques

Tenant compte du contexte social et sécuritaire du milieu, l'étude a été menée sur la base d'un protocole d'éthique sensible aux conflits, au genre et visant à *ne pas nuire* (« *non harm* ») aussi bien aux personnes ressources qu'aux personnels d'enquêtes. Pour ce faire, les principes éthiques suivants ont été de stricte observance :

- **Information préalable** : Une personne ne peut être considérée comme un sujet d'étude avant d'avoir été informée des objectifs, des méthodes, des avantages escomptés et des risques possibles de la recherche; de son droit de s'abstenir de participer à la recherche et de son droit de mettre fin à tout moment à sa participation; du caractère confidentiel des renseignements qu'elle fournira et de toute limite éventuelle fixée audit caractère confidentiel.

- **Libre consentement** : Aucune personne ne peut devenir sujet d'étude sans avoir été informée de ce que stipule le tiret précédent et avoir donné son consentement librement. Aucune personne ne doit être poussée ou encouragée, de quelque façon que ce soit, à devenir un sujet d'étude.

- **Confidentialité** : Sous réserve uniquement des limites dont le sujet d'étude a été informé et auxquelles il a consenti, l'identité de toute personne de qui des renseignements sont obtenus dans le cadre de l'étude est strictement confidentielle. A l'issue de l'étude, tous les renseignements susceptibles de révéler l'identité d'une personne qui a été sujet d'étude doivent être détruits, à moins que cette dernière n'ait donné par écrit son consentement pour que ce soit le cas. Ni le rapport final ni toute autre communication ou publication préparée au cours de l'étude ou qui en résulte ne doivent contenir des renseignements permettant d'établir l'identité de quelque personne que ce soit, à moins que la personne en question n'ait donné son consentement préalable par écrit. De même, toute information contenant des renseignements permettant d'établir l'identité d'une personne qui a été sujet d'étude doit, à l'issue de celle-ci, être détruit, à moins que la personne en question n'ait donné son consentement préalable par écrit.

VII. Activités réalisées

Durant les 36 mois d'exécution du projet, l'équipe de l'UCB a réalisé plusieurs activités parmi lesquelles on peut citer principalement :

- Participation à l'atelier de consolidation du projet à Nairobi
- Participation au séminaire de lancement des activités du consortium UCB-IGD-GRIP à Ouagadougou
- Atelier de lancement des activités du projet (11 juillet 2017)
- Séminaire méthodologique de formation des enquêteurs en vue du déroulement des enquêtes qualitatives et quantitatives
- Déroulement des enquêtes qualitatives et quantitatives au Nord et au Sud-Kivu en RD. Congo
- Traitement des données en vue de dégager une base des données
- Production d'une note synthèse des résultats
- Organisation du séminaire méthodologique du consortium à Bukavu UCB-IGD-GRIP
- Production de quatre working papers (Janvier 2020)
- Production de quatre policy briefs
- Production de 50 émissions radios (Juillet 2019-Aout 2020)
- Organisation des concours de slam et de composition et capacitation des jeunes slameurs
- Organisation des forums populaires participatifs
- Organisation des activités socioculturelles
- Participation au séminaire méthodologique à Dakar
- Participation au séminaire méthodologique à Bruxelles
- Participation à l'atelier de partage des résultats avec la cohorte (Dakar, 7 novembre 2018).
- Production d'un avant-projet d'édit provincial portant protection de la jeunesse au Sud-Kivu (Aout 2020)

- Production de 4 courts-métrages (vidéos) sur la dissémination des résultats et la mobilisation des acteurs (Juillet-Aout 2020)
- Participation des membres à des séminaires et conférences scientifiques au niveau international.

VIII. Résultats de la recherche

La présentation des résultats est cristallisée autour des thématiques clés de la recherche à savoir la violence, l'injustice, l'exclusion, la résilience, la nouvelle technologie.

1. Jeunesse et violence

Perceptions des jeunes sur les formes de violences : une anatomie des violences multidimensionnelles

Les perceptions des jeunes sur la notion de violence mettent en exergue 15 formes de violences subies par ces derniers, et impliquant diverses dimensions. Selon les enquêtés, la « violence physique » s'impose comme étant la dimension importante de la violence, suivie de la « violence psychologique », la « violence verbale », la « violence basée sur le genre ».

La violence physique se rapporte aux variables telles que : « les menaces », « les agressions » et « les bagarres ». 16% des jeunes enquêtés ont soulevé cette forme de violence. Ces résultats illustrent sans doute le contexte de violence élevé auquel les jeunes du Kivu sont exposés, lié à la crise sécuritaire qui affecte les Kivu depuis deux décennies et se solde par l'occurrence d'atteintes à l'intégrité physique de nombre de jeunes, par des traumatismes et des décès prématurés.

La violence psychologique soulevée par 8% des jeunes recouvre la problématique de la « délinquance patronale » et correspond à la violence subie en milieu professionnel. Elle se réfère aux sanctions professionnelles injustifiées (retenues ou inégalités des salaires), aux

intimidations et harcèlements au travail. 3% des jeunes enquêtés ont soulevé ces formes de violence subie en milieu professionnel.

La violence verbale s'exprime à travers des insultes et propos discourtois, dénigrants à l'encontre des jeunes : « *Jeunes drogués* », « *Jeunes terroristes* », « *Talibans* ». Ceci a pour effet de dévaloriser les jeunes en portant atteinte à leur personnalité, ou polariser/accroître leur radicalisation.

La violence basée sur le genre se rapporte à la discrimination ciblant particulièrement les femmes. Cette forme de violence a été soulevée par 11% des jeunes. Ces résultats illustrent la persistance des inégalités de genre au Kivu qui se traduisent par exemple par un accès limité des filles à l'héritage et parfois à certains services sociaux de base comme l'éducation.

Par ailleurs, 26% des jeunes ont soulevé les violences sexuelles, 15% ont fait allusion à la violence des droits et libertés fondamentaux (liberté d'expression, éducation, 7% ont soulevé la violence domestique (entre parents et enfants), et 3% ont évoqué la violence communautaire (tribalisme).

Les résultats montrent également qu'il existe une perception différenciée des formes de violences identifiées, en fonction du milieu de résidence. Ainsi, les jeunes vivants au Nord-Kivu (Rutshuru et Goma) ont une perception plus aiguë de la prépondérance de ces violences dans leurs milieux. Ceci s'explique, en partie et plus spécifiquement en ce qui concerne les violences physiques, par la persistance des groupes armés qui y sévissent et continuent, plus qu'ailleurs, à y perpétrer des massacres et y semer un climat de terreur et de désarroi. En revanche, la perception par les jeunes des formes de violence manifestée par des actes de délinquance est plus élevée dans les centres urbains (Bukavu et Goma). Ceci peut s'expliquer par le fait qu'en tant que zones de grandes concentrations démographiques, ils sont caractérisés par un plus grand

taux de chômage chez les jeunes et une plus grande prédisposition à la criminalité (vols, agressions, racket).

Les résultats confirment également qu'il existe une corrélation entre l'âge et la perception par les jeunes de la violence psychologique subie en milieu professionnel ainsi que la violence physique. La tranche d'âge située entre 30 et 35 ans, a une perception plus aigüe de ces formes de violences ; elle correspond d'une part à l'insertion dans le monde professionnel, mais constitue aussi la tranche dans laquelle les jeunes expérimentent davantage ou sont plus exposés aux comportements d'agression, d'intimidation, de bagarres d'origine diverse (groupes armés, hommes politiques, rivalités interpersonnelles).

Motivations des violences impliquant les jeunes comme acteurs

Les résultats issus de l'analyse des données de l'enquête font ressortir 14 causes de violence que l'on peut regrouper en 5 groupes de facteurs principaux.

Les causes des violences sont perçues comme un construit multidimensionnel composé de 14 items regroupés en cinq dimensions principales. Les facteurs liés au sentiment de marginalisation ressenti par les jeunes, figurent en première position et se rapportent aux variables telles que : l'« oppression économique », ou encore les « revendications », etc. Il s'agit en fait d'une forme de réaction contre la violation des droits des jeunes pratiquée par les hiérarchies professionnelles, administratives, politiques et judiciaires. Ceci a été évoqué par 7% des jeunes enquêtés.

Le second groupe s'apparente aux facteurs liés à la « crise des encadrements » et se rapporte à la remise en cause des différentes structures sociales : systèmes de parenté, structures religieuses, éducatives, socio-professionnelles, etc. 37% des jeunes enquêtés ont évoqué ce facteur lié à la crise d'encadrement.

La troisième dimension s'intéresse aux causes politiques de la violence et se rapporte aux variables telles que : la « manipulation des autorités ou celle des mouvements politiques ». Ces causes politiques ont été soulevées par 3% des jeunes.

Les jeunes se perçoivent comme des victimes de manipulations. Il s'agit du contrôle et de l'influence des mouvements politiques, des autorités et des forces de l'ordre exercées sur les jeunes.

Une quatrième catégorie de facteurs, nommée « des facteurs psychosociologiques aggravants » renvoie à l'usage de l'alcool, de drogues et de stupéfiants soulevé par 7% des jeunes enquêtés, ou encore des situations de délinquance poussant les jeunes à commettre des actes de violence. Ces situations de délinquance ont été évoquées par 14% des jeunes. L'enquête qualitative a révélé que certains jeunes désœuvrés, surtout de Rutshuru, se livrent à des activités de racket, de vol, de coupure de routes pour trouver des moyens de survie.

Enfin, la violence liée à des facteurs économiques résulte des situations de chômage, d'inactivité, ou encore de pauvreté. Ces facteurs ont été évoqués par 37% des jeunes enquêtés. Ceci illustre le manque d'opportunités économiques et de moyens des jeunes au Kivu, qui se livrent parfois à des actes de délinquance et même de vols par manque d'occupation et de moyens de survie.

Acteurs de la violence: Vers des violences multisectorielles

Les résultats démontrent que les violences proviennent de toutes les couches sociales du pays, bien que les violences émanant des structures étatiques occupent une place prépondérante. En effet, aux termes des résultats de l'étude, il ressort que 27% des jeunes citent les autorités politico-administratives, religieuses, judiciaires, médicales, et ONG comme étant les acteurs de violence. Les restrictions administratives illégitimes à l'exercice des

droits et libertés, les condamnations judiciaires perçues comme injustes, le recrutement des jeunes sur des bases discriminatoires au sein des ONG, les prédications religieuses tendant à indexer les jeunes dans certaines églises de réveil (jeunes porte-malheurs dans leurs familles, jeunes sorciers, etc), sont autant d'éléments qui trahissent le caractère multisectoriels des violences sociopolitiques que subissent les jeunes en RDC. Les mêmes résultats confirment que 23% des jeunes enquêtés estiment que les jeunes eux-mêmes sont acteurs de leur propre violence. Par ailleurs, 14% des jeunes enquêtés estiment que les parents sont acteurs de la violence. Bien plus, les résultats démontrent que 10% des jeunes citent les agents de sécurité (policiers, militaires, ANR, etc. comme acteurs de violence. Enfin, 5% des jeunes enquêtés citent les hommes comme acteurs de violence, 4% citent les femmes et les groupes armés et 3% citent les amis et familiaux comme acteurs de la violence.

Corrélation entre les perceptions des différents facteurs de violence, et le niveau de formation et la catégorie d'âge

Les jeunes universitaires interrogés et ceux bénéficiant d'une formation professionnelle attachent davantage d'importance aux facteurs économiques, à ceux liés à la vulnérabilité des jeunes et à la crise des encadrements. Enfin, les résultats montrent la prépondérance des facteurs économiques, politiques, ceux liés à la marginalisation et à la crise des structures d'encadrement chez les jeunes les plus âgés (25 et plus).

2. Jeunesse, injustice et exclusion sociale

Les injustices qui touchent particulièrement les jeunes

Les résultats de l'étude présentent que les différentes formes d'injustice touchant particulièrement les jeunes sont les suivantes :

- Injustice au sein de la famille (éducation, héritage, polygamie, etc.) : 17 % des jeunes enquêtés ;

- Injustice sociale (universités, écoles, hôpitaux, classe sociale) : 12 % des jeunes enquêtés ;
- Discrimination dans l'accès à l'emploi, aux avantages professionnels, etc.) : 27 % des jeunes enquêtés ;
- Abus des autorités (détournement des biens publics, corruption, impunité) : 22 % des jeunes enquêtés ;
- La non jouissance de ses droits et libertés, exclusion des femmes dans certains postes : 13 % des jeunes enquêtés ;
- Injustice à l'égard des personnes vulnérables (handicapés, vieillards) : 9 % des jeunes enquêtés ;
- Injustice tribale, politique (ne se marier que dans sa tribu) : 5 % des jeunes enquêtés.

Acteurs des injustices touchant les jeunes.

Aux termes des résultats de l'étude, il ressort que 46% des jeunes citent les autorités politico-administratives, et religieuses comme étant les acteurs d'injustices auxquelles ils font face. Les mêmes résultats confirment que 17 % des jeunes enquêtés estiment que les parents sont acteurs de ces injustices. Par ailleurs, 6% des jeunes enquêtés estiment que les juristes sont acteurs de ces injustices. Bien plus, les résultats démontrent que 16% des jeunes estiment qu'ils sont eux-mêmes acteurs d'injustices. Enfin, 5% des jeunes enquêtés citent les agents de sécurité (policiers, militaires, ANR) et 6% citent la population en général comme étant un acteur d'injustices auxquelles les hommes font face.

Les causes qui poussent les jeunes à participer à des actions d'injustice/exclusion

Les résultats de l'étude présentent que nombre de causes poussent les jeunes à participer à des actions d'injustice/exclusion. Parmi ces causes, il y a :

- La recherche de la considération, désespoir, défoulement : 9% des jeunes enquêtés ;
- Influence du milieu (amis, coutume, guerre, familiaux) : 17% des jeunes enquêtés ;
- Manque d'emploi, d'occupation, manque d'encadrement, manque de créativité, délinquance : 27% des jeunes enquêtés ;
- Manque de moyens financiers, pauvreté en famille : 13% des jeunes enquêtés ;
- Problèmes en famille, colère, abandon de la famille, vengeance : 20% des jeunes enquêtés ;
- Non-respect des droits, non-respect de la loi, injustice : 9% des jeunes enquêtés.

3. Jeunesse et stratégies de résilience

Des stratégies polymorphes de résilience

Les études menées ont démontré que les stratégies développées par les jeunes congolais sont tout aussi polymorphes que les violences auxquelles ils sont exposés. Ce polymorphisme des stratégies est un indicateur de la capacité d'adaptation des jeunes et de mutabilité de leurs stratégies. En effet, les résultats montrent que les jeunes développent plusieurs stratégies pour éviter de sombrer dans la violence et l'injustice.

Certaines de ces stratégies sont individuelles (résilience individuelle) alors que d'autres sont collectives (résilience collective ou communautaire). Cette nomenclature de stratégies a été dégagée à travers la question principale

suivante : quelles sont les stratégies de résilience mises en œuvre par les jeunes hommes et femmes face à la violence et l'exclusion ?

Résilience individuelle	Résilience collective
Entrepreneuriat individuel	Adhésion à des partis politiques
Accomplissement de petits métiers	Adhésion à des mouvements citoyens
Investissement dans les études	Adhésion à des groupes de pression
Exercice d'une profession libérale	Regroupement des jeunes en associations
Petit commerce transfrontalier	Entrepreneuriat
	Adhésion ou participation à des groupements confessionnels

Somme toute, ces stratégies individuelles et collectives de résilience des jeunes face à la violence, à l'injustice et à l'exclusion peuvent être cristallisées autour de principaux axes à savoir l'engagement politique, la mobilisation citoyenne et l'engagement économique.

Sur le plan quantitatif, les résultats indiquent que 54% des jeunes optent pour l'engagement politique comme stratégie de résilience contre 29% et 17% respectivement qui optent pour la mobilisation sociale et l'engagement économique comme stratégies principales de résilience.

A titre illustratif, le pourcentage des enquêtés concernés par les sous catégories de trois grandes catégories se présente de la façon suivante :

- 29% des jeunes interrogés confirment qu'ils entreprennent des activités génératrices des revenus comme alternative sérieuse à la violence et à l'injustice ;

- 28% de jeunes s'organisent en association pour la sensibilisation, et la revendication ;
- 11% des jeunes enquêtés affirment qu'ils optent pour la revendication de leurs droits via les médias et les réseaux sociaux afin de décrire leurs conditions de vie et de demander le soutien du gouvernement ;
- 14% des jeunes enquêtés vont dans des églises, et discutent de la violence, l'exclusion et l'injustice en famille, entre amis ;
- 7% confirment aussi que les jeunes adhèrent aux mouvements citoyens et aux groupes de pression pour revendiquer leurs droits et faire entendre leurs voix.

Sur le plan qualitatif, les stratégies de résilience documentées ci-haut peuvent être cristallisées au tour de la dichotomie « résilience primaire » et « résilience secondaire ». Dans la pratique, la ligne de démarcation entre les deux types de résilience semble moins étanche étant donné l'écartement de plusieurs stratégies de résilience entre la dimension primaire et la dimension secondaire.

Résilience primaire/Résilience préventive/Résilience proactive	Résilience secondaire/Résilience curative/Résilience écologique/Résilience réactive
Entrepreneuriat individuel	Adhésion à des partis politiques
Accomplissement de petits métiers	Adhésion à des mouvements citoyens
Investissement dans les études	Adhésion à des groupes de pression
Exercice d'une profession libérale	Regroupement des jeunes en associations

Petit commerce informel et/ou transfrontalier	Entrepreneuriat
	Adhésion ou participation à des groupements confessionnels

Le croisement de la dimension quantitative et qualitative révèle un enchevêtrement entre la résilience individuelle et collective d'une part, et celle primaire et secondaire d'autre part. Ex : le petit commerce peut être exercé par un jeune de façon individuelle ou isolée, tout comme il peut être l'œuvre des jeunes regroupés en associations ou en famille. Il peut également être une modalité d'évitement de basculement dans la violence, tout comme il est exercé pour surmonter un tel basculement.

Difficultés rencontrées par les jeunes dans la mise en œuvre des stratégies de résilience

Les résultats confirment que 36% des jeunes reçoivent peu et/ou pas de soutien dans toutes les stratégies qu'ils mettent sur place pour faire face à la violence, à l'injustice et à l'exclusion. Les résultats montrent que les jeunes manquent cruellement des moyens financiers et logistiques pour financer et soutenir leurs actions. Les résultats révèlent en plus que 25% des jeunes ne reçoivent aucun soutien de la part de leurs parents, des autorités et des ONG. Par conséquent, les jeunes ont l'impression d'être abandonnés.

Les résultats révèlent que les personnes et les organisations qui devraient soutenir les stratégies de résilience des jeunes sont celles-là même qui les étouffent. En effet, 9% des jeunes affirment qu'ils sont victimes d'arrestations arbitraires et de répression et/ou d'oppression chaque fois qu'ils tentent de revendiquer leurs droits de la part des forces de l'ordre.

Les résultats montrent aussi que 5% des jeunes qui tentent de créer des activités génératrices des revenus sont à la merci des tracasseries fiscales. En effet, les agents taxateurs leur exigent de payer des taxes qui dépassent largement leur capital de départ. Les résultats montrent aussi que les actions de résilience développées par les jeunes sont très peu coordonnées en ce que 5% des jeunes affirment que le manque d'expérience des jeunes et l'incompréhension souvent entretenue entre les jeunes constituent aussi une difficulté majeure dans la réussite de leurs stratégies.

4. Jeunesse et environnement socio-politique

Perception des jeunes par la société et les autorités

Les résultats démontrent que les jeunes sont beaucoup plus perçus par les autorités comme menace que comme opportunité sociale¹⁹. En effet, de manière positive, 27% d'enquêtés confirment que les jeunes sont en premier lieu considérés comme une force sur laquelle la société peut compter. Par ailleurs, 9% d'enquêtés confirment que la société et les autorités considèrent les jeunes comme l'avenir de demain.

D'une manière négative, les résultats relèvent que 27% des autorités les autorités considèrent les jeunes comme des voyous, des vagabonds. Bien plus, 34% d'enquêtés confirment que la société et les autorités considèrent les jeunes comme une menace.

¹⁹ En 2016, le Ministre national de l'information et porte-parole du gouvernement avait qualifié de « terroristes » et « drogués » les jeunes regroupés dans les mouvements citoyens afin de revendiquer la tenue, à bonne date, des élections présidentielle et législatives en RDC. Ces propos ont délégitimés l'action desdits mouvements citoyens et inversement ils ont légitimé la répression qui s'en suivit quelques jours plus tard.

Nature des relations que les jeunes entretiennent avec les autorités étatique

Des résultats recueillis, il ressort que 32% des jeunes enquêtés estiment qu'ils entretiennent une relation de domination avec les autorités politiques. Par ailleurs, 20% des jeunes enquêtés estiment qu'il s'agit d'une relation d'intérêt.

Les mêmes résultats présentent que 10% des jeunes enquêtés estiment qu'ils entretiennent une relation d'harmonie avec les autorités politiques et 36 % des jeunes enquêtés affirment qu'ils n'entretiennent aucune relation avec lesdites autorités.

Perception des autorités et de la société en général des mouvements citoyens et/ou organisations des jeunes

Aux termes des résultats obtenus, il ressort que 78% d'enquêtés confirment que les autorités et de la société en général ont une très mauvaise perception des mouvements citoyens et/ou organisations des jeunes qu'ils considèrent comme de groupes de répression.

En revanche, les résultats présentent que 21% d'enquêtés ont une bonne perception d'enquêtés confirment que les autorités et de la société en général ont une très mauvaise perception des mouvements citoyens et/ou organisations des jeunes qu'ils considèrent comme un espoir.

5. Jeunesse et politiques publiques

Les données collectées dans les deux provinces du Nord et du Sud-Kivu attestent que 37% des jeunes estiment qu'il n'existe pas des politiques publiques en leur faveur. « *La seule politique qui existe en RDC, c'est l'article 15. Débrouillez-vous* », dit un jeune rencontré à Uvira.

En effet, les jeunes affirment qu'il n'existe pas des politiques publiques (d'actions) mises en œuvre par l'Etat. Cette opinion est nuancée par 18% des jeunes enquêtés qui estiment tout de même qu'il existe plusieurs plans de développement en leur faveur (comme l'Ecole Nationale de

l'Administration : ENA) bien qu'ils soient déficitaires et inefficaces : *« Pour la première fois dans l'histoire on a vu un concours de recrutement des jeunes être organisés au sein des services publics de l'Etat. On a enfin appris qu'en RDC on pouvait recruter par concours »*, dit un jeune interrogé au Sud-Kivu. Toutefois, un autre jeune nuance rapidement l'optimisme affiché par le précédent en dénonçant le tribalisme, la politisation et la corruption qui amenuisent substantiellement les chances des jeunes de bénéficier de ces opportunités professionnelles offertes par l'Etat : *« Après vous constatez que ce qui compte ce n'est pas votre compétence. Non. C'est votre parti politique, l'inclinaison tribale de votre nom ou les billets de banque que vous pouvez donner aux examinateurs. C'est vraiment de la poudre aux yeux »*. Cette discrimination dans l'accès à l'emploi, et aux avantages professionnels a été mise en exergue par 27% des jeunes enquêtés. A ce sujet, 12% des jeunes enquêtés estiment qu'il faut que soit mis en place un Etat de droit qui puisse rendre effectifs certains programmes de développement conçus en faveur des jeunes.

6. Jeunesse et élections

En période électorale, les jeunes font face à plusieurs formes de violence. En effet, 37% des jeunes hommes et femmes interrogés ont affirmé que l'exclusion par manque de moyens pour la campagne, la marginalisation et l'intolérance intergénérationnelle constituent la forme la plus récurrente de violence affectant les jeunes en période électorale. De même, 34% sont victimes des répressions sanglantes, d'enlèvements et d'intimidations en période électorale.

De plus, 20% jeunes estiment que les élections offrent une occasion privilégiée de manipulation des jeunes par les leaders politiques. Afin de contribuer au déroulement apaisé du processus électoral et faciliter une participation efficiente des jeunes au processus électoral, 47% d'enquêtes ont suggéré que les jeunes s'organisent eux-mêmes, qu'ils autonomisent

politiquement en arrêtant de courir derrière les politiciens. Par ailleurs, 41% d'enquêtés ont suggéré que les jeunes s'impliquent davantage dans le processus électoral aussi bien au niveau de la sensibilisation électorale qu'en se portant eux-mêmes candidats aux différentes élections. Enfin, 10% des jeunes hommes et femmes enquêtés ont estimé que la contribution des jeunes au déroulement apaisé du processus électoral passe par l'appropriation par les jeunes des méthodes non violentes de revendication des droits, en l'occurrence les droits de manifestation en période électorale.

7. Jeunesse et NTIC : vers une digitalisation des stratégies de résilience

Il sied de préciser d'emblée que les NTIC ne constituent pas en eux-mêmes des stratégies de résilience. Ils représentent plutôt des outils par lesquels les stratégies de résilience des jeunes sont portées à un large public. Par ailleurs, les NTIC apparaissent de plus en plus comme des outils d'influence utilisés par les jeunes notamment lorsqu'ils veulent agir sur les décideurs politiques.

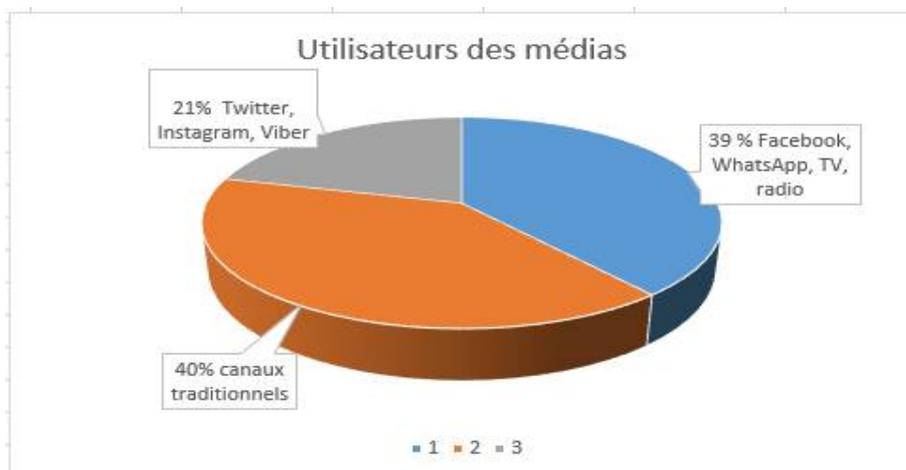
Ainsi est-il pertinent d'analyser tour à tour le profil des jeunes utilisateurs des NTIC, la nature de messages transmis par les jeunes via les NTIC, ainsi que les motivations charriées par les jeunes recourant au NTIC dans l'implémentation de leurs stratégies de résilience.

Répartition et profils des utilisateurs des canaux de communication

Les résultats obtenus démontrent que 39 % de l'échantillon total est composé des jeunes « accrochés aux réseaux sociaux modernes et aux médias audiovisuels » et qui recourent régulièrement à *Facebook, WhatsApp, la télévision et la radio*. Les jeunes membres de ce premier groupe jouissent d'un niveau d'étude élevé (universitaire), habitent en villes (Bukavu et Goma) et ont un âge compris entre 20 et 25 ans. Un autre groupe, soit 21 % est composé des jeunes qui utilisent fréquemment *Twitter, whatsapp, Instagram*

et Viber est formé principalement des garçons de milieu urbain et qui ont fréquenté l'université.

Le troisième groupe, 40 % de l'échantillon, sont des jeunes qui ne recourent qu'exclusivement aux canaux traditionnels de communication. Issus de régions périphériques (Uvira et Rusthuru), ces jeunes continuent à valoriser principalement les médias traditionnels : activités culturelles, musique, théâtres, lettres et correspondances, appels et messages téléphoniques.



Messages et informations partagées

Les résultats indiquent que les informations sécuritaires et économiques constituent les premiers²⁰ (40 %) types de messages diffusés par les jeunes sur les réseaux sociaux. Cela reflète les problèmes majeurs auxquels les jeunes sont confrontés : l'exclusion politique et le manque d'emploi. En outre, les résultats montrent qu'il existe une différence significative entre les informations économiques diffusées à travers les médias sociaux et la résidence des jeunes. En effet, les jeunes habitants dans les zones périphériques (Uvira et Rutshuru) diffusent à travers les médias sociaux plus d'informations économiques que ceux qui vivent dans les villes (Goma et

²⁰ Le partage d'informations ludiques et religieuses arrive en second (29 %)

Bukavu). Ces résultats sont expliqués, en partie, par l'absence des sources d'informations économiques dans ces périphéries.

Motivations des jeunes à utiliser les médias sociaux

Les résultats montrent que « la mobilisation et la sensibilisation citoyennes » constitue la motivation principale²¹ (37 %) pour laquelle les jeunes recourent aux réseaux sociaux et canaux de communication traditionnels. Les résultats recueillis démontrent que les jeunes hommes et femmes ont connaissance des expériences d'utilisation des NTIC à des fins de revendications politiques ou de dénonciation des cas d'injustice, de violence et d'exclusion. Avec une fréquence d'apparition de 53%, les jeunes citent pour exemples l'utilisation des NTIC pour décrier la mauvaise gestion des entités politiques (la province), l'insécurité dans certains territoires, la mégestion signalée dans certaines institutions universitaires, ainsi que la mobilisation pour les marches visant notamment l'organisation des élections dans le délai constitutionnel. Par ailleurs, la connaissance d'expérience d'utilisation des NTIC à des fins de revendications politiques semble transcender le cadre de la RDC. Nombreux sont les jeunes qui ont invoqué les expériences du Burkina Faso, de la Tunisie et la Lybie pour démontrer combien les NTIC peuvent être (efficacement) utilisés comme outils de revendication politique. Enfin, les NTIC semblent accomplir une fonction socio-économique évidente. Plusieurs jeunes estiment que les NTIC représentaient également un outil de consolidation de l'entraide et la solidarité entre jeunes, à travers notamment la mobilisation des fonds au profit des camarades en difficulté, le commerce en ligne, la transaction financière grâce notamment au système de mobile banking qui facilite le transfert des fonds via des compagnies de téléphonie en place. Ces résultats sont portés par une fréquence d'apparition de 26%. En définitive, la connaissance par les jeunes hommes et femmes des expériences d'utilisation

²¹ Les motivations d'amusement et de divertissement viennent en second lieu (27%)

des NTIC à des fins de revendication politique déborde les secteurs politique et sécuritaire et intègre aussi la dimension économique et sociale.

8. Alliances et partenariats des jeunes

Dans cette section, l'étude a documenté tour à tour les raisons qui fondent les jeunes à nouer des partenariats, les objectifs poursuivis par les alliances ainsi constituées, ainsi que les difficultés auxquelles sont heurtés les jeunes agissant en associations.

Appartenance à des organisations des jeunes et raisons y relatives

Aux termes des résultats obtenus, 64% des jeunes enquêtés ont affirmé appartenir ou avoir déjà appartenu à des organisations des jeunes. Cependant, 43% des jeunes disent soit ne pas connaître les associations ou n'avoir jamais été intéressés par elles, soit être carrément déçus ou pas du tout intéressés par ces associations pour des motifs divers : elles sont politisées voire manipulées par les hommes politiques qui s'en servent pour accéder au pouvoir ; crainte de s'exposer aux représailles politiques ; méfiance vis-à-vis des jeunes qui bouffent les cotisations des autres ; existence de trop d'hypocrisie et d'intérêt pour la recherche l'argent ; manque de temps surtout pour les élèves et étudiants, etc.

Les résultats confirment que les principales raisons qui amènent les jeunes à se regrouper en associations sont principalement de deux ordres : en premier lieu, 62% des jeunes estiment qu'ils se regroupent en associations pour s'entraider et échanger les expériences. C'est ainsi qu'à maintes reprises, les répondants avancent le principe selon lequel « l'union fait la force ». En deuxième position, 37% des jeunes estiment qu'ils se regroupent en associations en vue de la création des emplois et la réduction des inégalités.

Objectifs et réalisations positives des organisations des jeunes

Parmi les jeunes qui appartiennent aux associations, les objectifs qu'ils déclarent poursuivre sont multiples : 13 déclarent s'occuper de l'éducation des femmes à connaître leurs droits et devoirs et à les rendre autonomes ; 6 déclarent chercher à amener les changements au pays ; 4 déclarent s'occuper de la défense des droits des jeunes et faire revivre la conscience des jeunes ; 4 autres déclarent aider les jeunes à mieux gérer leur argent ; 4 autres, à confession religieuse (Scout et Mouvement Xaveri), déclarent initier les jeunes à la vie d'équipe et leur apprendre à faire face à tous les problèmes de la vie à l'image du Christ,...

Les réalisations sont à plusieurs secteurs (politiques, économique, social, culturel, etc.) Des actions à caractère politique sont citées : marches pacifiques pour décrier l'insécurité ou pour demander le respect de la constitution et l'organisation des élections ; plaidoyers et émissions de sensibilisation, dénonciation des abus (démolition des maisons des paysans de Mbobero au Sud-Kivu, violations des droits humains), etc. Au plan social et culturel, on note notamment des activités de formation gratuite des jeunes dans divers domaines : informatique, langues, art (guitare, piano, théâtre) et scolarisation des enfants (surtout à Rutshuru) ; assistance aux malades dans les hôpitaux et aux prisonniers ; la conscientisation à l'auto-prise en charge ; la réalisation des travaux communautaires (salongo, lutte contre les érosions, construction des ponts, etc.). Au plan économique : constitution des épargnes et accompagnement des jeunes à créer ou à gérer leurs activités génératrices de revenus.

Difficultés et soutien à des actions de résilience des jeunes réunis en associations

Parmi les difficultés relevées par les jeunes, 44% des jeunes citent en premier lieu le manque de financement. En deuxième position, 18% des jeunes enquêtés citent divers problèmes liés aux assassinats, à l'emprisonnement, à la répression²², à la sur-taxation, les problèmes d'accès à la terre et aux documents administratifs, la forte concurrence. En troisième lieu, 11% des jeunes fustigent il y a le manque de dynamisme des jeunes et 9% fustigent la mauvaise gestion des associations.

Les structures qui soutiennent les jeunes à se prendre en charge sont principalement : Certaines institutions onusiennes comme UNICEF, MONUSCO, ONU-Femmes, etc ainsi que des agences humanitaires telles que War Child, Save the Children, IRC, ACTED. Il y a ensuite certaines Fondations comme DOL (Didier Okito Lutundula), la fondation Olive Mudekereza et la Fondation Panzi.

En outre, certaines organisations/organisations locales telles Action pour la Paix au Congo (APC en sicle), le Groupe Jérémie, les organisations caritatives comme Caritas, le centre psychiatrique SOSAM se trouvant à Bukavu, les mouvements citoyens tels que LUCHA et FILIMBI ainsi que les Eglises sont mentionnées. Notons également que les organisations comme INAM, l'IITA (International Institute for Tropical Agriculture).

Par ailleurs, les répondants ont mentionné les noms de quelques personnalités surtout politiques (c'est le cas surtout au Sud-Kivu avec Mme Kindja Mwendange et de Mme Espérance Hendwa et à Rutshuru avec le Roi) et d'autres bénévoles qui soutiennent leurs actions.

Cependant 21 répondants sur 72 se sont montrés critiques à l'égard de leurs propres organisations et/ou des partenaires financiers qui viennent en appui

²² En 2016, le Ministre national de l'information et porte-parole du gouvernement avait qualifié de « terroristes » et « drogués » les jeunes regroupés dans les mouvements citoyens afin de revendiquer la tenue, à bonne date, des élections présidentielle et législatives en RDC. Ces propos ont délégitimés l'action desdits mouvements citoyens et inversement ils ont légitimé la répression qui s'en suivit quelques jours plus tard.

à leurs activités estimant soit que les informations leur sont cachées soit que les financements sont donnés à des fins électoralistes. Mais la principale motivation citée par les jeunes est que leurs mécènes sont mus par le souci philanthropique : soutenir et promouvoir les jeunes, promouvoir le bien-être de la population.

IX. Dissémination et durabilité de résultats

La dissémination de résultats ci-haut présentés est un processus continu appelé à se réaliser grâce aux différents partenariats qui ont été noués tout au long de l'exécution du projet. Ces partenariats ont été noués principalement dans les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu.

Dans les deux provinces en effet, les partenariats ont été noués avec le Ministère provincial de la jeunesse, l'assemblée provinciale (un élu provincial ayant endossé l'avant-projet d'édit portant protection de la jeunesse), le conseil provincial de la jeunesse, le parlement des jeunes ainsi qu'avec les artistes comédiens ayant été mobilisés pour cette fin.

Outre ces différents partenaires, la dissémination de ces résultats sera également assurée par l'équipe de recherche du projet à savoir les chercheurs du CEGEC et du LEAD qui s'impliqueront activement à vulgariser les résultats de cette étude auprès du public, des acteurs politiques et de toutes les structures en charge de la problématique de la jeunesse, à travers des productions scientifiques tels les working papers, policy brief, articles scientifiques, séminaires et conférences scientifiques, etc.

X. Constatations utiles et leçons pertinentes apprises

Au cours de la mise en œuvre du projet, plusieurs leçons ont été apprises. Ces leçons sont bénéfiques pour l'équipe de recherche en ce qu'elles permettent d'avoir une meilleure connaissance des stratégies de résilience des jeunes, mais aussi d'expérimenter les atouts de la nouvelle technologie dans la collecte et le traitement des données, en particulier dans un contexte

marqué par une insécurité endémique doublée d'épidémies (d'ébola et COVID-19). En clair, l'équipe de recherche a utilement retenu que :

1. Le recours à la nouvelle technologie permet de rationaliser le processus de collecte et de traitement des données en assurant la rapidité (contrairement à la collecte manuelle) et en limitant les biais inhérents à la collecte manuelle. Grâce au logiciel kobo collect, les données ont été collectées et centralisées en temps réel à partir du serveur central installé à Bukavu.
2. Les outils de la nouvelle technologie (réseaux sociaux, sites web) sont des alternatives communicationnelles pertinentes mobilisées par les jeunes pour faire face au rétrécissement de l'espace public et à l'accès aux médias publics. La recherche a démontré que les mouvements citoyens recourent aux réseaux sociaux et sites web pour porter leurs messages à un large public. Nombreux mouvements citoyens (Lucha, Filimbi, NDSI) ont des comptes twitter, groupes whatsapp et pages facebook où les stratégies de résilience sont régulièrement véhiculées (appels à la signature des pétitions collectives en ligne, sit-in, manifestations publiques, villes mortes, etc). Sur le plan économique, il est apparu que les jeunes entrepreneurs oeuvrant dans le commerce informel créent des groupes ou pages facebook pour faire la publicité de leurs marchandises et les écouler rapidement. Ceci leur permet également d'échapper aux tracasseries policières et au poids des formalités administratives qui freinent leur mutation vers le secteur formel. Récemment, cette stratégie de « commerce en ligne » a fait ses preuves pendant le confinement lié au COVID-19 ayant entraîné la fermeture des marchés et espaces publics. Sur le plan médiatique, les médias en ligne (actualité.cd, politico.cd, mediacongo, laprunelle, afriquegrands lacs, 7sur7.cd) généralement portés par les jeunes deviennent des concurrents redoutables des médias traditionnels. Ils ont aussi une source importante d'information, de communication, ainsi que d'accès aux opportunités pour les jeunes.

3. Le recours aux NTIC dans la collecte des données permet d'intégrer la sensibilité au COVID-19 dans la phase de collecte des données étant entendu que, du point de vue des risques de transmission de la maladie, l'utilisation des tablettes, avec pour corollaire la transmission électronique des données sur un serveur central, apparaît comme moins dangereuse que le brassage d'une paperasserie manipulée en amont par plusieurs acteurs.
 - a. Les NTIC sont des outils importants de résilience économique des jeunes, notamment en périodes de crise sanitaire, étant donné que grâce au commerce exercé via les réseaux sociaux (whatsapp, facebook, twitter) les jeunes arrivent à trouver une meilleure alternative à la fermeture des boutiques, marchés et magasins du fait du COVID-19.
 - b. Les associations des jeunes, les mouvements citoyens et la société civile sont ouverts et sensibles à des activités scientifiques et de recherche qui visent leur valorisation et capacitation. Dans le cadre du présent projet, les jeunes ont été triplement sollicités, en tant qu'enquêteurs, enquêtés et vulgarisateurs des résultats. Cette mise à l'échelle des jeunes dans tout le processus du projet a permis non seulement d'obtenir une forte adhésion aux activités du projet, mais aussi une appropriation des résultats dans leurs stratégies de résilience.
 - c. Les forums populaires participatifs compensent le déficit des cadres institutionnels et formels de dialogue citoyen entre les jeunes et les décideurs. Ils représentent également une modalité de démocratie directe mettant face à face les dirigeants et les élus (jeunes) autour des questions de gouvernance publique. Ils sont un outil de légitimation des dirigeants qui arrivent à mieux communiquer et communier avec les jeunes à l'occasion des forums populaires participatifs.
 - d. L'humour et la composition (slam, poème) sont des moyens d'interpellation douce des autorités et de mobilisation des jeunes. A titre d'exemple, lorsque les comédiens (Joyeux et Espoir) disent dans

leur prestation que le parlement a deux chambres, la chambre haute et la chambre basse, et que tout naturellement les parlementaires congolais sont en droit de dormir au parlement comme ils le feraient dans leurs chambres (à coucher), ils transmettent par l'humour la perception que bon nombre des congolais se font sur le travail des élus. Cette nouvelle stratégie de communication met les acteurs (comédiens) à l'abri des répressions tout en faisant passer le message dans un style moins stéréotypé et accessible à tous.

XI. Contribution au développement

En RDC, l'apport de la recherche au développement peut être circonscrit sur trois principaux axes :

- **Au niveau théorique**, le projet a permis de produire des connaissances sur les stratégies développées par les jeunes pour résister à la violence, à l'injustice et à l'exclusion ou pour en ressortir
- **Au niveau contextuel et pratique**, le projet a permis de mettre en évidence les mutations politiques observées en RDC depuis 1990 et de comprendre leur incidence sur les stratégies de résilience des jeunes. A ce titre, le projet a facilité la compréhension des causes sociopolitiques de la précarité dans laquelle les jeunes congolais sont condamnés à vivre depuis plusieurs décennies. Concrètement, cet effet de conditionnement des stratégies de résilience des jeunes par un environnement sociopolitique déstructurant s'opère en trois étapes. Tout d'abord à travers les transitions politiques balbutiantes et les guerres de libération dont elles ont fait le lit. Ces guerres ont entraîné l'enrôlement massif des jeunes et des plus jeunes dans les groupes armés. C'est l'apogée du phénomène dit d'enfants soldats (« kadogo »), concrétisant également l'anéantissement progressif de la capacité de résilience sociopolitique des jeunes. Ensuite, à travers la lutte pour la démocratie concrétisée par la quête des élections

démocratiques et transparentes portée par la société civile et les partis politiques de l'opposition. C'est la période de la reconquête de la résilience par une jeunesse active, engagée et regroupée largement au sein des sociétés civiles. Enfin, à travers la lutte pour la consolidation de la démocratie et l'état de droit portée par les mouvements citoyens en tant que cadres institutionnels de consolidation de la résilience sociopolitique des jeunes et alternatives à la politisation des sociétés civiles et au dépérissement du système de partis.

- Au niveau pratique, à travers l'amélioration des politiques publiques en faveur des jeunes et la mobilisation de la technologie comme nouvel outil de communication et d'engagement (journalisme en ligne, pétitions électroniques, observation des élections via des plates-formes, blogs et réseaux sociaux, etc).

XII. Quelques recommandations

En RDC, des recommandations pertinentes suivantes visant à améliorer et à renforcer la résilience des jeunes et les politiques publiques relatives à la jeunesse sont formulées. Ces recommandations s'adressent principalement à l'Etat congolais en tant que premier débiteur de l'obligation de protéger et de promouvoir sa jeunesse, frange largement majoritaire de la population congolaise. Elles adressent également aux jeunes en tant qu'acteurs principaux du changement souhaité. Ces recommandations s'adressent enfin aux bailleurs des fonds, aux ONG internes et internationales ainsi qu'aux organisations de la société civile en tant que partenaires privilégiés de l'Etat et des organisations et associations des jeunes :

1. Institutionnaliser un système de quota au profit des jeunes au sein des fonctions publiques de nomination, sur les listes électorales et dans les institutions politiques électives

2. Adopter l'avant-projet d'édit portant protection de la jeunesse afin de domestiquer les propositions pertinentes contenues dans la Charte africaine de la jeunesse et combler le vide juridique observé aussi bien au niveau national que provincial
3. Implémenter et renforcer, aux niveaux national et local, un cadre permanent de concertation entre les pouvoirs publics et les jeunes dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques ciblant la jeunesse.
4. Alléger les conditions d'embauche des jeunes et les formalités administratives d'exercice d'activités génératrices de revenus, de création de petites entreprises et stimuler des partenariats économiques entre jeunes ;
5. Inciter les responsables religieux à mobiliser leur légitimité, discours et prédication au profit d'une transformation positive et entrepreneuriale des jeunes.
6. Limiter l'adversité et la concurrence et promouvoir la collaboration et le partenariat entre les associations des jeunes, organisation de la société civile et mouvements citoyens.
7. Réprimer pénalement toute manipulation de la jeunesse particulièrement en période politique sensible (élection, crises politiques, conflits armés, etc)
8. Renforcer la législation relative à l'interdiction de la production et la consommation des boissons fortement alcoolisées.
9. Assurer un large accès à la connexion internet en réduisant le coût de la connexion et en limitant les coupures intempestives et politiquement orientées de la connexion internet, particulièrement en périodes politiques sensibles.
10. Capaciter les jeunes dans la mobilisation des NTIC comme outils de résilience, en mettant en place des plateformes d'échange d'expérience sur la création des blogs, start-up ou logiciels de gestion

et de vulgarisation des initiatives développées par les jeunes pour faire face à la violence, à l'injustice et à l'exclusion.

11. Encourager l'initiative privée des jeunes en mettant en place des écoles et centres de formation professionnelle, en finançant des projets créateurs d'emploi portés par les jeunes et en leur octroyant des facilités et exonérations fiscales pour un meilleur démarrage des projets créés.

XIII. CONCLUSION

Ce rapport présente en synthèse les principaux résultats auxquels le projet « jeunesse africaine et dynamiques de résilience à la violence, l'injustice et l'exclusion » a abouti.

Les résultats présentés sont issus des enquêtes qualitatives et quantitatives menées en 2017 autour de la jeunesse et les stratégies développées par elle pour contourner les risques de basculement dans la violence, l'injustice et l'exclusion.

Les résultats présentés ci-haut sont cristallisés autour de principaux thèmes suivants : jeunesse et violence, jeune, injustice et exclusion sociale, jeunesse et stratégies de résilience, jeunesse et environnement sociopolitique, jeunesse et politiques publiques, jeunesse et élections, jeunesse et NTIC, jeunesse, alliance et partenariats.

De cette présentation brève de résultats, il s'observe de manière générale que la jeunesse congolaise, bien qu'étant en première ligne dans les revendications sociales, politiques et économiques, demeure peu intégrée dans les politiques de développement ainsi que dans les processus politiques du fait l'absence et/ou de l'insuffisance de structures d'opportunités sociales économiques.

Il s'observe en plus qu'en dépit de ces situations, une frange de la jeunesse congolaise se distingue par la mise en œuvre de stratégies positives visant soit à contourner les risques de basculement dans la violence soit encore à en ressortir. Cependant, tout étant exposés à plusieurs formes de violence, ces jeunes font face à plusieurs difficultés qui ne leur permettent toujours pas de convertir en opportunités le lourd poids d'exclusion sociale et économique qu'ils subissent. Cet état de fait a pour conséquence d'accentuer le risque de basculement des jeunes dans la violence à travers notamment l'enrôlement dans les groupes armés irréguliers, et dans les mouvements radicaux de revendication. Enfin, les connaissances produites par la présente étude ont besoin d'une vulgarisation continue auprès des décideurs politiques afin que ceux-ci les intègrent dans leurs politiques et programmes de gouvernements. C'est le cas notamment de l'avant-projet d'édit provincial portant protection de la jeunesse au Sud-Kivu. Ce document pourrait être converti en une loi nationale et permettrait ainsi de combler la lacune légale qui expose les jeunes congolais à des multiples exactions et manipulations de la part des décideurs politiques. Bien plus, un accompagnement de proximité sous forme de renforcement des capacités au profit des jeunes hommes et femmes est opportun, principalement dans l'amélioration de leur mobilisation positive des NTIC au service des stratégies de résilience qu'ils développent pour faire face à la violence, à l'injustice et à l'exclusion auxquelles ils sont exposés.